

Transcription de l'interview de Giuliano Amato (Rome, 15 octobre 2012)

Légende: Transcription de l'interview de Giuliano Amato, président du Conseil italien de 1992 à 1993 et de 2000 à 2001 et ministre de l'Intérieur de 2006 à 2008, réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 15 octobre 2012 à Rome. Conduit par Renaud Dehousse, professeur des universités et titulaire de la chaire Jean Monnet de droit communautaire et d'études politiques européennes à Sciences Po (Paris), directeur du Centre d'études européennes, l'entretien porte particulièrement sur les aspects suivants de la vie de Tommaso Padoa-Schioppa: son rôle de grand commis de l'État, son action au ministère italien de l'Économie et des Finances (2006-2008) et sa qualité d'homme de réseaux.

Source: Interview de Giuliano Amato / GIULIANO AMATO, Renaud Dehousse, prise de vue: Alexandre Germain.- Rome: CVCE [Prod.], 15.10.2012. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:31:26, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_giuliano_amato_rome_15_octobre_2012-fr-dbo46485-fee3-4570-9ca4-f035b9dceab2.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



Transcription de l'interview de Giuliano Amato (Rome, 15 octobre 2012)

Table des matières

I. Tommaso Padoa-Schioppa: un grand commis de l'État.....	1
II. Tommaso Padoa-Schioppa et son action au ministère italien de l'Économie et des Finances.....	4
III. Tommaso Padoa-Schioppa: un homme de réseaux.....	5

I. Tommaso Padoa-Schioppa: un grand commis de l'État

[**Renaud Dehousse**] Monsieur le Président, je vous remercie d'avoir accepté cet entretien, qui va nous permettre de revisiter la figure de Tommaso Padoa-Schioppa, en essayant de la resituer dans l'histoire italienne aussi bien qu'européenne des, des trente dernières années dirais-je. Je commencerai par une question peut-être un peu plus personnelle. Vous rappelez-vous dans quelles circonstances ou à quelle occasion vous avez fait la connaissance de Tommaso Padoa-Schioppa?

[**Giuliano Amato**] Cela remonte à trop loin pour que je m'en souvienne et, du reste, certaines des personnes avec lesquelles j'ai entretenu des relations intenses font, dans ma mémoire, partie intégrante de ma vie sans date précise. Et donc, dans plusieurs cas, la date du début de ces relations s'est effacée de ma mémoire. Ce dont je me souviens, c'est que les premières fois que nous nous sommes rencontrés, c'était au sein d'un groupe qui s'était formé autour de professeurs, de fonctionnaires de l'administration publique et de responsables de grandes sociétés privées, et qui se réunissait le soir une fois par mois. À ces dîners, chacun à tour de rôle réglait l'addition pour tous, de sorte qu'à la fin de l'année nous avions équilibré nos comptes, car nous étions une douzaine autour de la table à discuter des choses importantes qui se passaient en Italie et dans le monde. Ce qui nous unissait donc, dès le début, c'est ce besoin d'éclaircir pour nous-mêmes, et en même temps pour les autres, les questions d'intérêt public. Il y avait incontestablement cette motivation, l'intérêt général, si vous voulez, comme fil conducteur de nos réunions. Je me rappelle qu'il nous est arrivé aussi de nous retrouver chez lui. Je me souviens encore de sa maison, dans un quartier vert de Rome, et de nos réunions le soir sur sa terrasse, ce qui me permet de préciser mon souvenir initial: ce groupe se réunissait aussi parfois chez l'un ou chez l'autre.

[**Renaud Dehousse**] Et cela se passait à peu près à quelle époque?

[**Giuliano Amato**] C'était dans les années 70 et les années 80. Cela a duré longtemps. Tommaso n'a pas toujours pu faire partie du groupe, parce qu'il a quitté Rome à la fin des années 70, parce qu'il me semble qu'il est parti faire le directeur à Bruxelles entre 1979 et 1983-84.

[**Renaud Dehousse**] Exact.

[**Giuliano Amato**] Et donc il s'était fixé à Bruxelles.

[**Renaud Dehousse**] Dans ces cercles italiens, il avait une réputation de grand expert des problèmes économiques et monétaires. Il était également connu, si je me souviens bien, pour son grand sens de l'État. C'était vraiment quelqu'un qui avait...

[**Giuliano Amato**] Oui, c'était ça. Et c'est une double vocation qui est ensuite apparue dans toute sa clarté aux yeux de l'opinion publique lorsqu'il s'est mis à écrire, des années plus tard, des éditoriaux pour le *Corriere della Sera*. Cette vocation publique, justement, qui avait quelque chose de calviniste même, pourrait-on dire, par la rigueur avec laquelle il la manifestait. Elle l'amenait évidemment à porter son regard au-delà des questions économiques et monétaires, pour s'intéresser aux conditions politiques et civiles dans lesquelles il fallait chercher et trouver les solutions nécessaires au pays. Et la

sienne était toujours la recherche d'une solution qui réponde à des canons éthiques rigoureux, et non pas seulement à des critères d'efficacité technique.

[Renaud Dehousse] Je vous ai entendu une fois évoquer le rôle joué par Padoa-Schioppa à un moment très difficile pour vous, quand vous étiez président du Conseil au moment de la crise financière de 1992, si je me souviens bien, qui n'a pas été l'une des pages les plus faciles de l'histoire italienne.

[Giuliano Amato] Oui. Mais bon, les Italiens sont courageux et ils ont su s'adapter à cette nouvelle norme dans les années qui ont suivi, ils l'ont fait à plusieurs reprises et le font encore maintenant. Mais le rôle que Padoa-Schioppa a exercé auprès de moi, à l'occasion de mon premier gouvernement, a été le rôle classique du bon technicien, entre guillemets, en qui vous avez toute confiance parce qu'il a d'autres qualités au-delà de son expertise, et aussi parce que c'est votre ami. Cela a donc été une relation très étroite, celle qui nous a unis dans cette phase, et de la façon la plus informelle qui soit. Tommaso avait exercé par le passé des fonctions officielles auprès du Trésor italien, ce qui était tout naturel, étant donné ses compétences. Auprès de moi, lorsque j'étais président du Conseil, il n'occupait aucune position précise si ce n'est celle de me répondre au téléphone chaque fois que je voulais le joindre et de venir me retrouver aussitôt, parce qu'évidemment j'avais vraiment besoin de lui. Et j'avais grand besoin de lui dans la recherche de solutions qui fonctionnent et qui soient aussi socialement justes. Je ressentais ce problème avec acuité, dans une phase de nécessaire réduction des dépenses et d'augmentation des impôts, et Tommaso partageait avec moi la recherche de cette voie difficile à tracer. Je me souviens encore que nous avons passé chez moi plus d'une longue soirée, jusqu'à des heures avancées de la nuit, à discuter ensemble des solutions que me proposaient les représentants officiels des ministères, pour mettre au point, lui et moi conjointement, ce qui serait mon appréciation et donc ma décision. Il prenait donc part à mon travail non pas comme un conseiller parmi d'autres, mais comme un co-auteur de ma réflexion personnelle, de la cristallisation personnelle de ce que je pensais et de ce que je déciderais en conséquence.

[Renaud Dehousse] Ce qui va bien au-delà du rôle classique du grand serviteur de l'État. C'est-à-dire que cela montre un engagement vraiment...

[Giuliano Amato] Cela montre son engagement, il... Il y avait des situations où il s'identifiait totalement à la mission qu'il fallait accomplir. Et il s'y consacrait alors sans se préoccuper le moins du monde de savoir si son rôle allait être reconnu. Dans le cas que nous évoquons justement, il avait le plus grand rôle imaginable, parce que c'était effectivement comme si sa tête faisait partie de la mienne. Mais c'est ce qui l'intéressait, de pouvoir contribuer à la solution de la manière la plus efficace et qui correspondait le mieux à ses idées. Cet aspect, entre autres, a profondément marqué nos relations parce que, par la suite, quand nous avons vécu des expériences différentes et que j'ai quitté le gouvernement, que j'ai quitté le Parlement, que l'on m'a demandé de présider l'autorité de la concurrence, ce que j'ai accepté volontiers, et cela a été l'une des expériences qui m'ont le plus apporté, et aujourd'hui encore je m'en félicite. Lui-même, quelques années plus tard, a quitté la Banque d'Italie, il a été d'une façon ou d'une autre poussé à la quitter, à vrai dire, et il s'est retrouvé président de la Consob. Et là, l'une des premières choses qu'il fait, c'est de m'appeler. Cette fois pour me demander comment il pouvait aborder cette nouvelle expérience, qui était certes différente de la mienne à la tête de l'autorité de la concurrence, mais qui pouvait dans une certaine mesure lui être comparée, et c'est ainsi qu'il est venu me voir pour recevoir une éducation sentimentale accélérée au rôle de président d'une autorité indépendante.

[Renaud Dehousse] Vous venez d'évoquer justement son départ de la Banque d'Italie. Il y eut un moment où beaucoup pensaient qu'il était le, un candidat naturel au poste de gouverneur. Ce qui n'est pas arrivé.

[Giuliano Amato] Ce qui s'est passé, c'est qu'un autre est devenu gouverneur. Et cet autre ne l'aimait pas et l'a poussé à s'en aller. Et je veux souligner ceci: Tommaso a quitté la Banque d'Italie, pas du tout dans une attitude de «grand mépris» dantesque parce qu'un autre que lui était devenu gouverneur. Ce n'est absolument pas ce qui s'est passé. Il est parti parce que celui qui était devenu gouverneur ne

montrait aucune attitude coopérative à son égard, bien au contraire. Il l'a encouragé, en réalité, à quitter la Banque. Tommaso était mon candidat pour le gouvernorat quand j'étais encore président du Conseil de ce gouvernement, dans le cadre de cette collaboration que j'avais d'abord évoquée avec lui. Le gouverneur en place, Carlo Azeglio Ciampi, avait alors 70 ans et il estimait contraire à ses principes la disposition des statuts de la Banque d'Italie selon laquelle on était gouverneur à vie. Il affirmait pour sa part: «À 70 ans, en réalité, je devrais me retirer». Mais il me l'a dit en pleine crise financière, il est vrai que c'est à ce moment-là qu'il a eu ses 70 ans, il ne pouvait donc pas me le dire à un autre moment, bref, je lui ai répondu: «S'il te plaît, c'est un sujet que je ne veux pas aborder maintenant». Pourtant, j'ai commencé peu après à aborder la question avec Ciampi, pensant qu'il pouvait aller jusqu'à démissionner. Et nous sommes tombés d'accord tous les deux pour considérer que Tommaso était dans un milieu hautement compétent – la Banque d'Italie a toujours été l'un des principaux viviers de grands commis italiens –, mais que, même dans un vivier aussi riche, Tommaso était encore vraiment le meilleur. Nous en sommes restés un peu à des généralités, sachant l'un comme l'autre les difficultés qu'il aurait fallu surmonter, parce que, dans la hiérarchie de l'époque au sein de la Banque d'Italie, Tommaso ne venait qu'en troisième position. Il y avait d'abord le directeur général, qui est le numéro deux après le gouverneur, c'était alors Lamberto Dini. Puis il y avait Fazio, qui était le suivant sur la liste après Dini, et ensuite seulement venait Tommaso, qui n'avait pas la même ancienneté dans la Banque. Pour ma part, le fait est que je n'ai pas eu l'occasion de creuser la question, car mon gouvernement a démissionné, mais c'est un gouvernement Ciampi qui lui a succédé, ce dernier devait donc quitter son poste à la Banque d'Italie et, par conséquent, il lui fallait régler lui-même la question de sa succession à la Banque. Et Ciampi est resté fidèle à l'hypothèse que nous avons formulée, mais il s'est heurté aux difficultés que nous avons prévues. Lamberto Dini n'a pas jugé bon de se démettre lorsqu'il a compris qu'il n'était pas le favori pour passer à l'échelon supérieur, et cela rendait particulièrement problématique le fait de créer un précédent en choisissant une personne située deux échelons en dessous du directeur général, qui restait. Et donc, compte tenu de tout cela, le choix s'est porté sur Fazio, qui occupait l'échelon intermédiaire. Tommaso, maintenant que Tommaso n'est plus, je peux le dire. Avec toute l'amitié qui nous liait, et qui le liait à Ciampi, il m'a dit plusieurs fois: «Toi et Carlo Azeglio, avec votre idée de me faire gouverneur, vous m'avez gâché la vie. Parce qu'en réalité je ne le suis pas devenu et que, pour toute une série de raisons, les relations entre celui qui l'est devenu et moi-même se sont détériorées au point que j'ai fini par partir, pour faire des choses qui ne correspondaient peut-être pas à ma vocation.» Et cela aussi fait partie intégrante du parcours institutionnel et humain de Tommaso et de ses rapports avec moi.

[**Renaud Dehousse**] Oui, cela dit, il a trouvé beaucoup de choses à faire par la suite, il a même exercé des fonctions très prestigieuses, ce n'était donc pas comme si cela avait signé la fin de son parcours public, tant national qu'international.

II. Tommaso Padoa-Schioppa et son action au ministère italien de l'Économie et des Finances

[**Renaud Dehousse**] Je voudrais évoquer avec vous une autre période qui intervient quinze ans plus tard, à savoir l'entrée de Tommaso dans le gouvernement Prodi. Quand Romano Prodi l'a appelé à la tête du Trésor. Il est important de souligner que c'était pour lui une activité totalement nouvelle, en ce sens qu'elle était on ne peut plus politique, mais justement il n'avait jamais bu le calice de la politique comme d'autres l'ont fait, et c'était donc pour lui une source de préoccupation.

[**Giuliano Amato**] Et il ne pensait pas qu'il l'aurait fait. Je crois n'avoir encore jamais raconté qu'à l'automne 2005, je ne me souviens plus de la date précise, il faudrait que j'aille consulter mon agenda de l'époque, nous nous sommes rencontrés à Boston, où nous nous trouvions tous les deux les mêmes jours, fortuitement. Nous nous sommes rencontrés un après-midi, je ne me souviens plus si je faisais quelque chose au MIT ou à Harvard, à Cambridge, et il me dit: «Prenons le petit déjeuner ensemble demain matin» – «Volontiers». Nous nous asseyons, et il passe tout le petit déjeuner à me faire un

discours sur la nécessité que je revienne au Trésor avec Prodi, dans l'hypothèse où Prodi réussirait à former son gouvernement après les élections, le tout partant de la prémisse que lui-même ne voulait pas entrer au gouvernement, que ce n'était pas son rôle, qu'il n'aimait pas l'esprit partisan, si vous voulez, inhérent à la politique. Il avait ses idées, il était très proche de nous, il était très ami avec Prodi, vraiment très ami, ainsi qu'avec moi, il ne pouvait pas ignorer qu'il y avait un socle d'idées liées au centre-gauche, mais «ce n'est pas mon métier, bref, j'ai toujours assumé d'autres rôles et je veux continuer comme ça». D'autres hypothèses n'étaient pas exclues. Quelques mois plus tard, je le retrouve ministre du Trésor du gouvernement – de l'économie, on disait désormais –, du gouvernement Prodi. Je n'ai pas encore demandé à Prodi comment il avait réussi à le convaincre. Et cela vaudrait la peine de le demander à Prodi. Ils avaient un lien très fort. L'Europe avait renforcé ce lien, les expériences européennes de l'un et de l'autre. Le fait est qu'il est devenu une sorte d'alter ego du président du Conseil Prodi, parce qu'une bonne partie de ce gouvernement avait pour principale mission de remettre de l'ordre dans les comptes, que l'on avait trouvés dans un état assez préoccupant à la fin de la législature. Et donc c'était à Tommaso que revenait cette tâche, c'était lui qui travaillait en contact le plus étroit avec le président du Conseil, et il l'a fait sans se laisser arrêter par aucune considération. Et j'ai pu vraiment comprendre comment, pour lui, la mission qu'il devait accomplir l'emportait sur tout le reste. Selon des termes que j'ai trouvés à certains moments franchement abstraits et personnellement difficiles à accepter, je le dis aussi, parce que j'allais régulièrement le voir, il venait me voir, nous étions deux vieux amis habitués à travailler ensemble. Mais il avait la conviction que moi, qui étais ministre de l'Intérieur de ce gouvernement, je devais faire certaines choses dont je n'étais pas toujours persuadé, parce que, si je puis donner un exemple, il ressortait des conclusions de la commission des dépenses publiques du ministère de l'Économie, conclusions qu'il avait lui-même avalisées, que j'aurais dû réorganiser les préfectures italiennes en circonscriptions de 500.000 habitants chacune, pas un de moins. Je ne voyais pour ma part dans cette proposition qu'un caprice d'économistes. Je ne peux pas nier que j'y mettais aussi un peu de venin disciplinaire, parce que, selon la topographie du territoire, 500.000 habitants peuvent signifier des réalités tout à fait différentes. En somme, j'ai traîné des pieds devant certaines des réformes qu'ils me proposaient et, un beau jour, Tommaso m'a dit: «Oui, bon, il y a des choses que tu n'as pas faites parce que tu as fini par céder aux lobbies nationaux contraires aux réformes, comme il arrive à tant d'autres.» Moi, naturellement, je n'ai pas apprécié le fait qu'il me le dise, mais j'ai apprécié qu'il le dise lui, parce que voilà, c'était bien là Tommaso, suivant toujours une ligne qui, une fois qu'il l'a choisie, ne peut être que droite, sans détours, sans revirements.

[**Renaud Dehousse**] Ce rigorisme qu'il avait, cela lui a aussi attiré des critiques féroces pendant son séjour au ministère de l'Économie, parce qu'il avait des positions publiques très rigides, justement sur la question des dépenses publiques. Quel jugement portez-vous sur son passage et sur sa façon d'affronter ce... en néopoliticien qu'il était.

[**Giuliano Amato**] Eh bien, au bout du compte... C'était un personnage unique. D'après moi, il répondait ainsi à une motivation éthique qui lui était intérieure, mais aussi à une finalité pédagogique qu'il estimait utile de poursuivre. C'est ce qui ressort aussi de la lecture de ses éditoriaux dans le *Corriere della Sera*. Il était persuadé que l'Italie est un pays qui peut vous suivre sur la voie de la rectitude financière, mais qui a besoin de pédagogie pour parcourir cette voie avec conviction. À vrai dire, c'est une conviction que je partageais quand j'ai été moi-même ministre du Trésor pour la première fois dans ma jeunesse, entre 1987 et 1989. Pendant ce séjour au ministère, j'écrivais des chroniques, je ne me souviens plus si c'était pour l'*Espresso* ou pour *Panorama*, les deux grands hebdomadaires d'opinion italiens, et, chaque semaine, j'étais le ministre du Trésor qui expliquait aux Italiens la nécessité de s'orienter vers l'équilibre des dépenses publiques. Il est clair que Tommaso s'était aussi fixé cette mission. Certes, il l'exerçait selon des modalités qui, parfois, pour un homme politique, apparaissaient à tout le moins extravagantes. Je me souviens encore que nous avions réuni un jour à la Villa Madame – cette villa utilisée habituellement par les présidents du Conseil pour les visites officielles de chefs d'État étrangers, mais où l'on organise aussi d'autres réunions publiques –, nous avions réuni les présidents de région pour leur expliquer la situation dans laquelle ils allaient se

trouver en matière de dépenses. Le but étant de parvenir à un consensus avec eux, et je me souviens que j'ai terminé avant lui mon intervention devant les présidents en leur disant: «Bon, nous voulons de beaux mariages, nous savons qu'on ne célèbre pas une noce en offrant des figues sèches, mais il y a là le ministre du Trésor qui a sûrement pour vous quelques figues mûres et bien charnues, pas beaucoup, mais bien quelques-unes», disais-je avec espoir. Là-dessus, Tommaso prend la parole et, avec l'un de ces sourires qu'il avait, dont on ne savait jamais s'il se moquait de vous ou pas, il déclare: «Autant que je sache, on fait de très beaux mariages avec des figues sèches.» Et il m'a abandonné là et c'était, d'une certaine manière, le contrepied de ce que je venais de dire. Voilà ce qu'était le personnage, en bien comme en mal.

III. Tommaso Padoa-Schioppa: un homme de réseaux

[**Renaud Dehousse**] Je voudrais aborder avec vous un dernier sujet, qui a déjà affleuré dans vos commentaires, celui de l'homme de réseaux, parce que nous venons d'évoquer longuement sa carrière de grand commis italien, mais, bien sûr, il a eu un parcours tout aussi important au niveau européen et, dans ce contexte précisément, il avait aussi, je dirais, presque la même façon d'agir, c'est-à-dire en tissant sa toile, en nouant des contacts à l'échelle européenne et même à l'échelle internationale, ce qui est vraiment une façon d'agir très particulière, mais qui lui était naturelle, à ce qu'il me semble.

[**Giuliano Amato**] Elle lui était naturelle. C'était un personnage polyvalent, pourrait-on dire. Parce que c'était un intellectuel. Et il suffit de lire ses livres pour y trouver la trace non pas seulement de communications ou d'articles écrits à des fins pratiques, mais aussi d'analyses et de réflexions qui l'engageaient personnellement, et de lectures auxquelles il s'était consacré avec une culture qui était à la fois générale et spécialisée, ce qu'il n'est pas toujours facile de trouver même chez des universitaires. Avec une grande capacité à nouer des liens avec les autres et à servir lui-même de lien avec d'autres pour travailler au problème et à la solution du problème qui lui tenait à cœur. C'est pourquoi, dans les périodes où il n'exerce pas de fonctions officielles, on le retrouve avec Delors à *Notre Europe*, à débattre des perspectives d'avenir de l'Union européenne, ou on le retrouve à présider des organismes financiers internationaux, afin de mettre au point les systèmes de paiement qui seront concrètement adoptés ou les solutions devant régir les rapports entre les différentes monnaies du système monétaire international. N'oublions pas qu'il a été pendant des années, je ne me souviens plus de la durée exacte du mandat, sept, huit ans, membre du conseil d'administration de la Banque centrale européenne dans les toutes premières années d'existence de celle-ci, et qu'il a ainsi contribué à l'expérience fondatrice de la BCE. Et c'est aussi une enceinte, naturellement, qui va permettre à Tommaso de poursuivre la construction de son réseau. Ce qui est certain, c'est que, figure historique de cette espèce de source rayonnante de personnalités qu'est la Banque d'Italie pour l'Italie, puis ministre, puis fonctionnaire de la Commission à Bruxelles, proche de Delors dans le comité Delors qui préparait l'euro, à la Banque centrale européenne, dans d'autres organismes... Lorsque Tommaso nous a quittés, c'est vraiment comme si le monde, l'Europe et l'Italie avaient perdu l'un de leurs pivots fondamentaux, parce qu'il était l'un de ces rares Italiens, et je veux souligner cet aspect, l'un de ces rares Italiens talentueux, passionnés et d'une immense productivité à l'intérieur d'un système non pas fermé, mais on ne peut plus ouvert. Enfin... Les personnes que Tommaso a connues étaient en moyenne très, très supérieures à celles qu'un Italien ordinaire peut connaître au cours de sa vie, même en exerçant l'une des professions qu'il pratiquait. Et les personnes qui ont eu l'occasion de se souvenir de lui et de le pleurer ont été effectivement en si grand nombre. C'est réellement, en ce sens, une figure dont il faut honorer la mémoire.